

MOSTAGANEM

20 ans de prison pour l'autostoppeur meurtrier

Un automobiliste croyant bien faire a fait monter un auto-stoppeur en état d'ébriété le 26 juillet 2016 aux environs de 4h du matin du côté de la plage El Sakhra ; puis le conducteur s'est rendu dans un douar près de la localité de Ben-Abdelmalek-Ramdane pour s'acheter des cigarettes chez son client habituel.

Avant d'arriver à destination, le conducteur a arrêté son véhicule pour soulager sa vessie, ce dont profita l'autostoppeur pour lui chiper sa voiture mais il ne savait pas conduire si bien qu'un accident est vite survenu, le véhicule a percuté une cloison et a terminé sa course dans un talus.

Un individu ayant assisté à la scène a poursuivi l'autostoppeur, il le rattrapa mais contre toute attente, il reçut un coup de couteau en pleine poitrine. Une autre per-



Le premier a succombé à ses blessures en cours de route tandis que le deuxième grièvement blessé s'en est sorti miraculeusement.

L'automobiliste a déposé une plainte et a donné le signalement de l'agresseur à la gendarmerie qui a été vite neutralisé avec l'arme du crime en sa possession. Cette affaire a été jugée ce dimanche aux assises, l'inculpé D. A. âgé de 26 ans nia tous les faits qui lui étaient reprochés mais la deuxième victime blessée le reconnut sans contrainte ainsi que d'autres témoins qui l'ont tous désigné au président de la séance et aux membres du jury.

L'avocat général a requis la peine à perpétuité mais au bout des délibérations D. A. est condamné à 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 150 millions de centimes à verser aux familles des victimes.

A. B.

Deux femmes détroussées par une hypnotiseuse

C'est un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Mostaganem qui a dévoilé cette affaire.

Une femme hypnotiseuse originaire de Mostaganem, F. H. âgée de 41 ans, accompagnée par une femme originaire d'Oran F. W. âgée de 39 ans, ont fouillé les sacs de deux femmes sans que celles-ci ne puissent réagir.

Cette affaire s'est déroulée en début de semaine quand une hypnotiseuse a frôlé une femme à la cité Solis tout en lui parlant, elle lui touche son bras et la femme se fige. Sa complice vérifie la transe de la victime avant de lui fouiller les poches de son sac et lui dérobe une somme d'argent avant de prendre la fuite. La victime ne sort de sa tor-

peur que quelques secondes après. La deuxième plaignante qui est allée déposer une plainte comme la première d'ailleurs auprès de la 2<sup>e</sup> Sûreté urbaine a

raconté une histoire similaire à celle-ci quand elle fut croisée par ces 2 femmes qui lui ont subtilisé une somme de 20 000 DA et 3 bagues en or. La victime a réalisé quelques minutes plus tard qu'elle a été volée.

L'enquête d'usage conduite

avec célérité, a abouti à l'arrestation des mises en cause.

Présentées hier lundi en comparution directe au niveau du tribunal des flagrants délits, elles ont été mises sous mandat de dépôt.

A. B.

Un enfant mort par électrocution

Un jeune garçon de 11 ans est mort électrocuté dimanche dernier au niveau du bas Tighdit des bâtiments de Diar El Hana par un transformateur alimenté à haute tension.

Selon les premières constatations, l'adolescent faisait partie d'une bande de jeunes qui jouaient dans la rue et grimpaient en même temps sur les poteaux électriques. Ce faisant, le garçon a innocemment touché l'un des câbles du transformateur

et a reçu une décharge électrique qui l'a tué sur le coup. Les pompiers et le médecin du SAMU dépêchés sur les lieux n'ont rien pu faire pour le réanimer.

Le corps de la victime a été transporté par les secours au service de la médecine légale tandis que la police a ouvert une enquête pour déterminer les causes de ce drame qui a endeuillé la famille du jeune garçon à l'orée du premier jour des vacances scolaires printanières.

A. B.

Un jeune délinquant tente d'agresser des policiers dans un commissariat

Prétextant un dépôt de plainte, un jeune de 21 ans est entré dans le commissariat de la 2<sup>e</sup> Sûreté urbaine ce dimanche dans la matinée, où il a tenté d'agresser le policier de faction au hall d'entrée. Faute d'y être parvenu, il a alors sorti une épée de 55 cm pour tenter de frapper l'agent de police.

L'assaillant est déjà fiché.

Présenté en comparution immédiate devant le procureur de la République, il a été condamné à un an de prison ferme assorti d'une amende de 20 000 DA.

A. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

5 tonnes de dattes stockées en prévision du Ramadhan saisies

Cinq tonnes de dattes produites au début de l'année en cours et stockées dans des chambres froides à travers la wilaya de Sidi-Bel-Abbès pour probablement être écoulées au cours du mois de Ramadhan à prix fort, ont été saisies par les brigades de contrôle de la qualité relevant de la Direction du commerce.

En effet, les brigades du commerce mènent des contrôles en série dans les chambres froides et aires de stockage pour débus-

quer le mauvais conditionnement et la qualité douteuse des produits alimentaires. C'est ainsi entre seulement le 12 mars et 18

mars, soit une semaine que ces tonnes de dattes ont été interceptées au niveau de 91 chambres froides contrôlées par

24 opérateurs. Le mois de Ramadhan est dans deux mois et les prémices se font déjà sentir avec la fébrilité chez certains commerçants de denrées alimentaires et autres légumes (pommes de terre... dattes...), qui, en prévision de ce mois pourtant sacré multiplient les

stratégies pour augmenter leurs gains et renflouer leurs caisses.

Par ailleurs, sept agences immobilières indues dans la localité de Telagh ont été fermées par les services compétents faute de document d'autorisation (agrément).

A. M.

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR SELLAL, CHEF DU GOUVERNEMENT

«Quand la bureaucratie fait force de loi»

Monsieur le Chef du gouvernement et Votre Excellence, en ma qualité de gérant de la Société italo-algérienne du liège (SIAL), dont le siège social se trouve à Annaba, cité Seybouse, je viens par le présent éclaircissement attirer votre aimable et judicieuse attention, sur un déni flagrant de droit légitime d'investissement, dont notre société est victime au niveau de la wilaya de Guelma, commune de Aïn Ben Beïda, daïra de Bouchegouf. Après délibération du comité de gestion de l'agence foncière de Bouchegouf en date du 02/06/2006, sous le numéro 03/01, nous avons obtenu et payé rubis sur l'ongle une assiette de terrain au niveau de la zone d'activité commerciale (ZAC) de la commune de Aïn Ben Beïda, pour l'implantation d'une usine de transformation du liège destiné à l'exportation en Europe et en Argentine. Aussitôt, nous avons entamé les travaux de réalisation de la plateforme de soutènement qui nous a coûté la somme de 3.000.000.000 de centimes, et introduit une demande de permis de construire auprès de la commune de Aïn Ben Beïda le 04/12/2004. Le permis nous fut refusé car nous n'avions pas l'acte de propriété du terrain. Ce n'est que le 27/11/2007 que notre terrain fut inscrit sous le numéro 07/2027 au niveau de la conservation foncière de Bouchegouf. L'acte de propriété nous

fut délivré le 01/09/2010, portant acte de vente numéro 2007/2027 daté du 27/11/2007. Après l'obtention de l'acte de propriété n° 112 du 01/09/2010, nous avons réintroduit une seconde demande de permis de construire qui fut bloquée par la DUCH de Guelma en mars 2011, sous prétexte qu'il n'a pas l'aval de la commission de REGUL conformément à la loi 08/15. Cette commission nous a, à son tour, demandé l'aval de la Direction de l'environnement de Guelma sur l'impact de notre projet. Cette dernière nous a donné l'accord de faisabilité de notre usine, que nous avons transmis à qui de droit. Nous eûmes aussi les avis favorables de la commune de Aïn Ben Beïda sous le numéro 25/2016 et celui de la wilaya de Guelma sous le numéro 1146. Malgré la remise de ces documents, la DUCH de Guelma s'obstine à nous refuser le permis de construire de notre projet devant créer 100 emplois directs dans une zone sinistrée. Pire encore, la DUCH nous renvoie vers la commune d'Aïn Ben Beïda. Cette dernière nous a intimé de démolir les assises de notre usine qui nous ont coûté 30.000.000 DA, sous le motif d'avoir réalisé la plateforme sur un terrain non viabilisé et sans autorisation préalable se basant sur un article imaginaire du cahier des charges. A son tour, l'agence foncière qui nous a

vendu le terrain au comptant, menace de résilier le contrat de vente qui nous lie pour ne pas avoir réalisé dans les temps prescrits le projet auquel l'assiette de terrain était destinée.

Monsieur le Chef du gouvernement, le retard enregistré dans la réalisation de notre investissement ne nous incombe pas. Il est la résultante concrète du phénomène bureaucratique de l'administration de Guelma qui nous fait courir depuis 14 ans. C'est pourquoi, nous vous demandons, Monsieur le Premier ministre, de bien vouloir diligenter une enquête par vos services compétents, d'autant plus que le contentieux avec l'agence foncière qui veut nous déposséder de notre terrain est pendant au niveau de la justice.

Veillez agréer, Monsieur le Chef du gouvernement, l'expression de notre très haute considération.

Au nom de SIAL

Le gérant Saidani Ali

Rue Melouah cité Seybouse Annaba

Tél. : 0553247632 / 0550071121

Email : saidaniali75020@gmail.com